



La Bosnie-Herzégovine au bord de la faillite : le FMI menace de couper les vivres

Par [Rodolfo Toè](#)

Mondialisation.ca, 11 avril 2013

[Le Courrier des Balkans](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

Empêtrées dans une double crise politique et économique, les autorités de Sarajevo n'ont pas pu réaliser les économies exigées par le FMI qui menace désormais de ne pas verser la prochaine tranche d'aide de 150 millions d'euros. En cause, avant tout : les pensions accordées aux vétérans de guerre, puissant lobby politique. Comment conjurer le risque de faillite de l'État ?

La Bosnie-Herzégovine pourrait devoir renoncer à l'aide du Fonds monétaire international (FMI) dans les prochaines semaines. Le pays n'a pas pu satisfaire les conditions imposées par le Fonds, qui avait notamment demandé à Sarajevo de réformer sa Loi sur les pensions pour les anciens combattants.

Depuis déjà longtemps, les institutions monétaires internationales font pression sur Sarajevo pour que le pays adopte une loi sur les retraites plus rationnelle et plus efficace. Les pensions pour les anciens combattants représentent une partie majeure des subsides sociaux, qui constituent environ 4% du total du PIB bosnien : un chiffre qui est bien supérieur à la moyenne européenne et à celle des autres pays de la région.

De plus, une étude publiée en 2009 par la Banque mondiale démontrait l'inefficacité du système de pensions, qui ne seraient pas en mesure d'améliorer la situation de ceux qui vivent dans la pauvreté : le quintile le plus pauvre de la population ne bénéficie que de 18% du total des subsides.

Le FMI pourrait suspendre ses prêts

Les pensions versées aux vétérans constituent une partie majeure de ce problème car, malheureusement, elles ne dépendent pas des conditions économiques du bénéficiaire. En Bosnie-Herzégovine, un vétéran de guerre peut s'être enrichi durant les vingt dernières années et continué à toucher ces aides.

Selon la Banque mondiale, les aides sociales en Bosnie-Herzégovine « sont dans les faits régressives en nature – ce qui signifie qu'une partie importante du total des subsides se retrouve dans les poches du quintile le plus riche de la population. Cette situation est fiscalement insoutenable, économiquement inefficace et socialement inéquitable », concluait le rapport, qui incitait les autorités du pays à mettre en place des réformes structurelles sans tarder.

Le Parlement bosnien, confronté à une énième mobilisation générale des vétérans, qui ont

manifesté devant l'Assemblée nationale, n'a pas réussi à réformer la loi avant l'échéance du 15 mars dernier ; et la prorogation de l'échéance jusqu'à la fin du mois a été inutile.

Aujourd'hui, le pays risque une sérieuse remise en question de son accord avec le Fonds monétaire international, qui pourrait décider de suspendre la prochaine tranche de prêt prévu pour 2013, soit quelque 300 millions de KM (150 millions d'euros). Un montant qui, en raison de la crise actuelle, est nécessaire à Sarajevo pour stabiliser son système financier.

« Nous sommes à présent à un point où la réforme est essentielle à la survie de l'accord avec le FMI », dit Zoran Pavlović, analyste économique à Banja Luka : « les coupables du report de cette réforme, encore une fois, sont les politiciens qui ont décidé de ne pas adopter la nouvelle loi, car logiquement ils ne veulent pas perdre des voix en vue des prochaines élections en 2014 ». La classe politique bosnienne « a trahi le pays au profit d'un petit nombre de personnes qui manifestait dans la rue », estime l'économiste.

Faut-il sauver l'arrangement avec le FMI ?

L'annulation de la prochaine tranche de prêts du FMI aurait des conséquences dramatiques pour les caisses de l'Etat, durement touché par la crise économique. Le Premier ministre de la Fédération, Nermin Nikšić, a souligné que cela pourrait signifier une réduction de 31% du budget de l'Etat. Il reconnaît la responsabilité des politiciens locaux, mais souligne également que « c'est la Bosnie-Herzégovine qui décide des échéances pour remplir les conditions fixées par le FMI ».

Vjekoslav Bevanda, le Président du Conseil des ministres, a expliqué à l'agence FENA les raisons de l'échec du vote du 21 mars : « la communication (du gouvernement) avec les vétérans lors de la rédaction du projet de loi a été malheureusement sélective. Le HDZBiH (parti croate, ndlr) s'est opposé à l'adoption de la réforme, car les vétérans croates du HVO n'ont pas été entendus ».

Un suicide financier en Republika Srpska ?

L'échec de la réforme, encore une fois, alimente la division entre les deux entités bosniennes, la Fédération et la Republika Srpska. Cette dernière est déjà « en train de trouver des ressources de financement alternatives ». Une façon comme une autre de nier l'autorité de Sarajevo...

Il ne semble pas impossible pour Banja Luka de trouver des financements privés sur les marchés. Il y a deux semaines, elle a réussi à émettre de nouvelles obligations pour un total de 52 millions de KM (26 M€) ; mais il faudrait trouver environ 100 millions d'euros en plus. Et si l'entité serbe décidait de se financer sur les marchés internationaux, elle ne pourrait pas en soutenir les intérêts, cette décision pouvant alors se révéler comme un véritable suicide financier à long terme.

Effondrement économique

Quelle sera donc la suite ? Il faudra voir si le FMI acceptera d'accorder un délai supplémentaire au pays, alors que la prochaine séance parlementaire est fixée au 12 avril, ou si sa patience a atteint ses limites. Dans tous les cas, la Bosnie-Herzégovine est obligée de travailler d'urgence pour éviter un effondrement économique. La plupart des analystes n'ont aucun doute : sans l'aide du FMI, l'administration est vouée à la faillite.

« L'inaptitude des politiciens bosniens pourrait avoir des conséquences dévastatrices, non seulement pour les catégories plus vulnérables mais aussi pour les militaires, dans le secteur de l'éducation, au sein de la police ou pour la sécurité sociale. Il faut vite trouver une solution qui puisse satisfaire le FMI », dit Čičić Muris, professeur d'économie. Pour Vjekoslav Domljan, professeur d'économie à Mostar et ancien diplomate, « même si les conditions imposées à notre économie ne sont pas bonnes, il est préférable de les accepter plutôt que de rester sans argent ».

Toutefois, certaines voix divergentes se font entendre : s'adresser au FMI pour « prolonger l'agonie » pourrait ne pas être une solution. Alekša Milojević, directeur de l'Institut économique de Bijeljina, est convaincu qu'il est nécessaire d'abandonner ces accords : « Le véritable problème, c'est que la Bosnie-Herzégovine n'est pas un pays autosuffisant. Il faudra, un jour, trouver un moyen pour relancer notre production industrielle. Aujourd'hui, le gouvernement ne fait que s'endetter à l'étranger. La politique économique bosnienne, jusqu'à présent, a été uniquement fondée sur les emprunts et les dépenses ».

La source originale de cet article est [Le Courrier des Balkans](#)
Copyright © [Rodolfo Toè](#), [Le Courrier des Balkans](#), 2013

Articles Par : [Rodolfo Toè](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca